

DROIT DE CONSTITUTIONNALITE (1)

Séance 6 - L'Ancien régime et les Constitutions révolutionnaires

I.	L'ancien régime.....	3
A)	Une monarchie absolue	3
1)	Les Parlements	4
2)	Les États généraux	4
B)	Une monarchie de droit divin	5
C)	Les lois fondamentales du royaume.....	5
II.	La révolution juridique de l'été 1789	6
A)	Qu'est-ce que le Tiers-Etat ?.....	6
B)	La réunion des États généraux	8
III.	La DDHC.....	9
IV.	La Constitution du 3 septembre 1791	10
A)	La souveraineté de la Nation.....	11
B)	La séparation stricte des pouvoirs	13
1)	L'indépendance du Roi et du Corps législatif	13
2)	La spécialisation des fonctions	15
V.	La Constitution du 24 juin 1793	18
A)	Une constitution démocratique	19
C)	La soumission du Conseil exécutif au Corps législatif.....	20
D)	La Terreur.....	21
VI.	La Constitution de l'an III ou Directoire	25

A)	Le recul de la démocratie	25
B)	La dualité du Corps législatif	27
C)	Le morcellement de l'organe exécutif et sa soumission au Corps législatif	28
E)	La rigidité de la procédure de révision.....	29

I. L'ancien régime

Question : qu'est-ce qui caractérise le régime politique de l'ancien régime ?



À retenir : le régime politique de l'ancien régime, à savoir le régime monarchique, présente deux caractéristiques :

- La monarchie est absolue (A) ;
- La monarchie est de droit divin (B).

A) Une monarchie absolue



À retenir : La monarchie est absolue dans la mesure où il existe une confusion des pouvoirs au profit du Roi.

Le Roi gouverne seul. Il détient tous les pouvoirs (pouvoir exécutif, pouvoir législatif et pouvoir judiciaire) et ne connaît aucune limite dans leur exercice.

Lors de la séance dite de la flagellation en **1766**, Louis XV l'affirme sans ambages devant le Parlement de Paris : « c'est en ma personne que réside l'autorité souveraine, dont le caractère propre est l'esprit de conseil, de justice et de raison. C'est à moi seul qu'appartient le pouvoir législatif sans dépendance et sans partage. L'ordre public tout entier émane de moi ».

Question : Si la monarchie est absolue, n'existe-t-il pas pour autant de contrepoids au pouvoir royal ?



À retenir : Il existe deux contrepoids à l'absolutisme royal : les Parlements (1) et les États généraux (2).

1) Les Parlements

Les Parlements étaient des cours ayant reçu du Roi le pouvoir de rendre la justice en son nom

Leurs membres, les parlementaires, étaient propriétaires de leurs charges, de leurs fonctions et étaient ainsi indépendants.

Outre leurs attributions judiciaires, les Parlements jouaient un rôle politique par le droit d'enregistrement des édits et des ordonnances du Roi.

Seul l'enregistrement donnait une force exécutoire aux édits et ordonnances du Roi. Or, il pouvait être refusé par le Parlement par voie de remontrances – observations sur la teneur des textes soumis à enregistrement.

2) Les États généraux

Les États généraux réunissaient les trois ordres de la société : le clergé, la noblesse et le Tiers-Etat.

Ils se sont réunis pour la première fois en **1302** sous Philippe Le Bel.

Les États généraux ne pouvaient se réunir de plein droit. **Le Roi seul** pouvait décider de les convoquer afin qu'ils rendent un avis sur **un sujet de son choix** (question sociale, économique ou fiscale, projet de mener une guerre contre une puissance étrangère, etc.). Ils ne furent pas convoqués pendant plus d'un siècle et demi (**1614-1789**).

Ils ne disposaient d'un pouvoir de décision qu'en matière de levée d'impôts.

B) Une monarchie de droit divin



À retenir : La monarchie est non seulement absolue, mais aussi de droit divin. Le roi est le lieutenant de Dieu sur Terre. Autrement dit, pour reprendre les termes de Saint-Pierre, le Roi est « ministre de Dieu ». À ce titre, il ne doit rendre des comptes qu'à Dieu.

C) Les lois fondamentales du royaume

Question : existe-t-il une Constitution sous l'ancien régime ?



À retenir : Il n'existe pas de Constitution écrite, mais seulement des lois fondamentales du Royaume qui étaient des règles coutumières.

En effet, sous l'ancien régime, la constitution monarchique comprenait un ensemble de règles non écrites, dénommées **lois fondamentales du royaume**.

Selon la doctrine officielle de la monarchie, il n'y a pas d'autres lois officielles que celles qui constituent le pouvoir royal, à savoir la loi de succession selon laquelle les femmes ne peuvent ni hériter ni transmettre la Couronne et la règle de l'inaliénabilité du domaine de la Couronne.

Toutefois, elles n'étaient pas constitutionnelles au sens moderne du terme. La loi de succession ou loi salique ne vise nullement à protéger l'État, mais seulement la dynastie régnante. Quant à la règle d'inaliénabilité, si elle a pour objet la conservation de l'État, elle n'est pas imposée au Roi par une tierce autorité.

II. La révolution juridique de l'été 1789

En raison d'une situation financière catastrophique, Louis XIV crée en **1787** de nouveaux impôts.



Exemple : L'impôt sur le timbre et la subvention territoriale.

Cependant, les Parlements refusent d'enregistrer la levée de ces impôts et réclament la convocation des États généraux.

Louis XIV finit par y consentir le **8 août 1788** en convoquant les États généraux pour le **1^{er} mai 1789**.

Débute alors un débat sur la forme des États généraux.

A) Qu'est-ce que le Tiers-Etat ?

Sieyès rédige, **en 1788**, un texte « *Qu'est-ce que le tiers État ?* » publié en janvier 1789, qui connaît un succès foudroyant.

Le but de Sieyès est d'influer sur le cours des événements.

Le plan de la première partie de son texte est significatif de cette volonté :

- Qu'est-ce que le Tiers-Etat ? Tout.
- Quel rôle a-t-il représenté jusqu'à présent ? Rien.
- Que réclame-t-il ? À être quelque chose.

Comme beaucoup de ses contemporains, Sieyès demande deux choses :

- Il souhaite que le Tiers-Etat qui représente la majorité de la population comprenne **un nombre de représentants égal à celui des deux ordres réunis** ;
- Il souhaite que le vote ait lieu **par tête et non pas par ordre**.

Au-delà de ces revendications conjoncturelles, Sieyès élabore une théorie politique de la Nation. Selon Sieyès, le Tiers-Etat est la Nation.



Définition : La Nation n'est pas le regroupement de tous ceux qui habitent sur le territoire français et qui manifestent le désir de vivre ensemble. Elle ne réunit que les actionnaires de l'entreprise sociale, à savoir les travailleurs, ceux qui produisent et participent à l'utilité commune (agriculteurs, commerçants, négociants, artisans, professions libérales, professions scientifiques...). Or, les actionnaires de l'entreprise sociale ne sont membres ni du clergé ni de la Noblesse, mais du Tiers-Etat. Ainsi, le Tiers-Etat est à lui seul la Nation parce qu'il regroupe tous ceux qui, par leurs efforts, concourent au bien collectif.

Sont ainsi exclus de la Nation : les privilégiés et les indigents.

Sieyès concentre essentiellement ses critiques sur les nobles - Benjamin Constant a dit de lui : « *Personne jamais n'a plus profondément détesté la noblesse* ». Ces derniers forment un groupe inutile, parasite et par nature hostile à l'intérêt commun.

Selon Sieyès, il appartient à la Nation et donc au Tiers-État d'ériger une nouvelle Constitution. De fait, étant un corps constitué soumis comme tel à la puissance du Roi, les États généraux sont incompétents pour ériger une nouvelle Constitution.

Une fois la Constitution élaborée, le pouvoir est exercé par la Nation par l'intermédiaire de ses représentants.

Sieyès prône ainsi un régime représentatif pour une raison simple : la gestion des affaires publiques est un boulot à plein temps. Or, les citoyens doivent travailler pour vivre, doivent se consacrer aux tâches privées nécessaires au progrès économique général. Ce faisant, ils doivent déléguer la gestion des affaires publiques aux plus qualifiés d'entre eux, c'est-à-dire à ceux qui auront fait la preuve, en s'enrichissant, de leur utilité sociale.

Ainsi, contrairement à Rousseau, Sieyès rejette l'instauration d'une démocratie directe. Il voit dans ce régime non seulement un système primitif adapté à un faible niveau de richesses, mais aussi un système incompatible avec un État dont l'étendue du territoire et l'importance de la population rendent impossible une délibération collective de la Nation.

Question : les propositions de Sieyès de fixer un nombre de représentants du Tiers-Etats égal à celui des deux autres ordres réunis et d'instaurer un vote par tête ont-elles été suivies ?

Partiellement. En effet, le Tiers-Etat a obtenu le **doublément de ses représentants**, mais pas le **vote par tête**.

B) La réunion des États généraux

Les États généraux se réunissent à Versailles le **5 mai 1789**.

Si le Tiers- État a obtenu le **doublément de ses représentants**, il revendique un **vote par tête** et une **délibération commune** des trois ordres de la société (clergé, noblesse et Tiers-Etat).

Afin de faire pression sur le Roi et les deux autres ordres, le Tiers-Etat refuse de siéger et de se constituer en ordre séparé.

Le **10 juin 1789**, à l'instigation de Sieyès, le Tiers-Etat somme le Clergé et la Noblesse de se réunir à lui. La manœuvre s'avère payante puisque le **12 juin**, 19 députés du clergé viennent s'adjoindre au Tiers-Etat.

Le **17 juin 1789**, le Tiers-Etat se déclare Assemblée nationale, soit représentante de la Nation, de façon unilatérale et contre le Roi.

Le **23 juin 1789**, le Roi, poussé par la noblesse, annule cette décision du **17 juin** et interdit à l'Assemblée nationale de se réunir.

Le **20 juin 1789**, les députés se réunissent tout de même dans la salle du Jeu de Paume et prêtent à la suite du président de l'Assemblée, Bailly, le serment « de ne jamais se séparer et de se rassembler partout où les circonstances l'exigeront, jusqu'à ce que la Constitution du royaume soit établie et affermie sur des fondements solides ».

Le **23 juin 1789**, le roi cède en partie aux revendications du Tiers-Etat en ordonnant la délibération par ordres séparés.

Le Tiers-Etat refuse d'obtempérer, Mirabeau répliquant « *nous ne quitterons nos places que par la puissance des baïonnettes* ».

Le **27 juin 1789**, le Roi cède totalement aux revendications du Tiers-Etat en ordonnant la fusion des ordres et, par suite, la délibération collective des ordres.

La révolution juridique s'accompagne d'**une révolution sociale et politique** : avec des émeutes qui éclatent dans plusieurs grandes villes, notamment à Paris où le peuple parisien s'empare le **14 juillet 1789** de la forteresse de la Bastille.

Le **6 juillet 1789**, l'Assemblée nationale décide de la formation d'un comité chargé de fixer le plan de travail de la constitution.

Le **9 juillet 1789**, l'Assemblée nationale se proclame assemblée nationale constituante.

Le **14 juillet 1789**, l'Assemblée nationale constituante arrête que « la constitution contiendrait une déclaration des droits » et confie le plan de constitution à un nouveau comité, traditionnellement appelé « premier comité de constitution ».

La nuit du **4 août 1789**, les privilèges sont abolis.

III. La DDHC

Œuvre de l'Assemblée constituante, la **DDHC** est votée le **26 août 1789** dans le but de poser les principes directeurs susceptibles de guider la rédaction de la **Constitution du 3 septembre 1791**.



À retenir : La **DDHC** prend la forme d'une déclaration, c'est-à-dire un acte reconnaissant, contenant des droits inhérents à la nature de l'Homme.

La **DDHC** fait acte de pédagogie, en rappelant les droits naturels oubliés, ignorés par tous. Pour garantir ces droits, la **Déclaration** fait appel à la Constitution (**art. 16 de la**

Déclaration). Comme ces droits sont naturels, ils sont nécessairement inaliénables, ce qui implique que l'Homme ne peut y renoncer, même volontairement, sous peine de renier sa propre humanité. Cette **Déclaration** est profondément universaliste, faisant ainsi son rayonnement dans le monde et à travers les époques.

La **DDHC** dissocie les figures du citoyen et de l'Homme. Les droits de l'Homme sont des libertés : en effet ils protègent l'Homme d'une sphère d'autonomie dans laquelle la société ne peut s'immiscer (liberté d'opinion à l'**article 10**, liberté de communication des pensées et des opinions à l'**article 11**, le droit de propriété aux **articles 2 et 17**).

Ils sont qualifiés de « *droits-libertés* » par la doctrine, puisqu'à la différence des « *droits-créances* », leur efficacité ne résulte pas d'une action positive de l'État.

Les droits du citoyen sont quant à eux des pouvoirs : ils garantissent la contribution de tous à la conduite de la Cité (droit de consentir à l'impôt, **article 14**).

Cette distinction recoupe la distinction exposée par Benjamin Constant entre la liberté des Anciens et la liberté des Modernes, c'est-à-dire entre la liberté politique et la liberté civile (*de la liberté des Anciens comparée à celle des Modernes*, **1819**). La **Déclaration des droits de l'homme et du citoyen** réconcilie les Anciens et les Modernes : uniquement la reconnaissance des droits du citoyen peut répondre à la sauvegarde des droits de l'Homme, dans la société politique.

IV. La Constitution du 3 septembre 1791

Deux ans plus tard, le **3 septembre 1791**, l'Assemblée nationale adopte la constitution. Le Roi l'accepte **le 13 septembre** et lui jure fidélité le lendemain. La constitution ne fut pas soumise à l'approbation du peuple.



À retenir : Elle consacre la souveraineté de la Nation (A) et établit une séparation stricte des pouvoirs législatifs et exécutifs (B).

A) La souveraineté de la Nation

La **Constitution du 3 septembre 1791** proclame la souveraineté de la Nation et institue un système **représentatif**.

Comme l'indique l'**article 1er du Titre III** : « La souveraineté appartient à la nation : aucune section du peuple ni aucun individu ne peut s'en attribuer l'exercice ».

Et, l'**article 2 de ce titre**, « La nation de qui émanent tous les pouvoirs ne peut les exercer que par délégation. La constitution française est représentative. Les représentants de la nation sont le Corps législatif et le roi ».

Question : La **Constitution de 1791** met-elle sur un même pied d'égalité les deux représentants de la Nation ?

Si la **Constitution du 3 septembre 1791** érige le Roi en représentant de la Nation aux côtés du Corps législatif, une co-souveraineté entre lui et l'assemblée n'est pas établie.

Comme l'affirme à juste titre Marcel Morabito, « le roi n'est représentant qu'en sa qualité d'organe partiel de la fonction législative. Il est en revanche exclu de l'exercice du pouvoir constituant ». En effet, il ressort des dispositions associées des **articles 1 et 2 du décret des 2-5 novembre 1790** que le droit de veto suspensif du Roi est limité au domaine législatif et exclu en matière constitutionnelle.

Question : Le Corps législatif est-il élu au suffrage universel direct ?

Non le suffrage est censitaire et indirect. En effet, la constitution reprend la distinction opérée par Sieyès entre les citoyens actifs et les citoyens passifs.

Ceux actifs doivent se réunir « tous les deux ans en Assemblées primaires dans les villes et dans les cantons » (**article 1er de la section 2 du chapitre 1er du titre III**) afin de désigner les électeurs du second degré, lesquels doivent d'élire les députés au Corps législatif.

Il résulte de la combinaison des **articles 2 et 5 de la section 2 du chapitre 1er du titre III** que pour être citoyen actif, il faut :

- Être né ou devenir Français ;
- Avoir vingt-cinq ans accomplis ;
- Avoir un domicile dans la ville ou dans le canton depuis un an ;
- Payer une contribution directe au moins égale à la valeur de trois journées de travail ;
- Ne pas être domestique ;
- Être inscrit à la garde nationale ;
- Avoir prêté le serment civique ;
- N'être ni en état d'accusation ni en état de faillite ou d'insolvabilité.

En vertu de **l'article 7 de la section 2 du chapitre 1er du titre III**, les électeurs peuvent être nommés parmi les citoyens actifs qui sont propriétaires, usufruitiers, locataires ou fermiers d'un bien apprécié à la valeur locale d'un nombre de journées de travail variant entre 100 et 400 selon l'importance des communes.

Quant aux députés, ils peuvent être désignés parmi « tous les citoyens actifs, quel que soit leur état, profession ou contribution » en vertu de **l'article 3 de la section 3 du chapitre 1er du titre III**.

Question : Les députés du Corps législatif et les représentants élus dans les départements sont investis d'un mandat représentatif ou impératif ?

Comme le préconisait Sieyès, la **Constitution du 3 septembre 1791** prohibe le mandat impératif. En effet, **l'article 7 de la section 3 du chapitre 1er du titre III** dispose que « Les représentants nommés dans les départements ne seront pas

représentants d'un département particulier, mais de la Nation entière, et il ne pourra leur être donné aucun mandat. »

B) La séparation stricte des pouvoirs

1) L'indépendance du Roi et du Corps législatif



À retenir : La constitution place dans une situation d'indépendance le corps législatif et le Roi.

S'agissant du Corps législatif

En vertu de l'**article 1er de la 1re section du chapitre 1er du titre 3**, le Corps législatif comprend 745 membres.

Ces derniers sont répartis entre « les quatre-vingt-trois départements, selon les trois proportions du territoire, de la population, et de la contribution directe » (**article 2**).

La répartition, précisée par les **articles 3, 4 et 5**, est la suivante :

- 247 députés sont **représentants des départements**, soit 3 par département, Paris n'en possédant qu'un seul ;
- 249 députés sont répartis **entre les départements en fonction de leur population** ;
- 249 députés sont répartis **entre les départements en fonction de la contribution directe acquittée par chaque département**.

Le mandat des députés est de **seulement deux ans** en application de **l'article 2 du chapitre 1er du titre 3**. Ils peuvent « être réélus à la législature suivante, et ne pourront l'être ensuite qu'après l'intervalle d'une législature » (**article 6 de la section 3 du chapitre 1er du titre 3**).

Le mandat des députés ne peut être interrompu de façon prématurée, le Corps législatif ne pouvant « être dissous par le roi » (**article 5 du chapitre 1er du titre 3**).

Les députés sont irresponsables pour les actes réalisés dans l'exercice de leurs fonctions. En outre, ils sont inviolables en ce qu'ils **ne peuvent être arrêtés pour des infractions perpétrées en dehors de l'exercice de leurs fonctions, sauf en cas de flagrant délit** (**articles 7 et 8 de la section 5 du chapitre 1er du titre 3**).

S'agissant du Roi

Aux termes de l'**article 1er de la section 1 du chapitre 2 du titre 3**, « La Royauté est indivisible, et déléguée héréditairement à la race régnante de mâle en mâle, par ordre de primogéniture, à l'exclusion perpétuelle des femmes et de leur descendance. » Ainsi, la constitution reprend les dispositions de la loi salique.

En vertu de l'**article 2**, « la personne du roi est inviolable et sacrée ; son seul titre est *Roi des Français*. »



Attention : L'inviolabilité de la personne du roi connaît néanmoins trois exceptions.

D'une part, « le roi, à son avènement au trône, ou dès qu'il aura atteint sa majorité, prêtera à la Nation, en présence du Corps législatif, le serment d'être fidèle à la Nation et à la loi, d'employer tout le pouvoir qui lui est délégué, à maintenir la Constitution décrétée par l'Assemblée nationale constituante, aux années **1789, 1790 et 1791**, et à faire exécuter les lois » (**article 4**).

En vertu de l'**article 5**, « Si, un mois après l'invitation du Corps législatif, le roi n'a pas prêté ce serment, ou si, après l'avoir prêté, il le rétracte, il sera censé avoir abdiqué la royauté. »

D'autre part, « Si le roi se met à la tête d'une armée et en dirige les forces contre la Nation, ou s'il ne s'oppose pas par un acte formel à une telle entreprise, qui s'exécuterait en son nom, il sera censé avoir abdiqué la royauté » (**article 6**).

Enfin, « Si le roi, étant sorti du royaume, n'y rentrait pas après l'invitation qui lui en serait faite par le Corps législatif, et dans le délai qui sera fixé par la proclamation, lequel ne pourra être moindre de deux mois, il serait censé avoir abdiqué la royauté » (**article 7**).

2) La spécialisation des fonctions

Aux termes de **l'article 1er de la 1re section du chapitre 3 du titre 3 de la constitution**, « **La Constitution** délègue exclusivement au Corps législatif les pouvoirs et fonctions ci-après : 1 ° de proposer et décréter les lois : le roi peut seulement inviter le Corps législatif à prendre un objet en considération ; 2 ° de fixer les dépenses publiques ; (...) »

Aux termes de **l'article 1er du chapitre 4 du titre 3**, « le Pouvoir exécutif suprême réside exclusivement dans la main du roi. Le roi est le chef suprême de l'administration générale du royaume (...) Le roi est le chef suprême de l'armée de terre et de l'armée navale. »



À retenir : Si l'on s'en tient uniquement à lecture de ces dispositions, la constitution prévoit une spécialisation des fonctions législatives et exécutives, chacune de ces deux fonctions étant exercées exclusivement par un organe.

Une analyse plus approfondie de la constitution révèle néanmoins de nombreuses exceptions à cette spécialisation.

S'agissant de la fonction exécutive :

Le Corps législatif n'est pas dépourvu de toute compétence en matière exécutive :

- Il décrète « la création ou la suppression des offices publics » (**l'article 1er de la 1re section du chapitre 3 du titre 3 de la constitution**) ;
- Il statue sur l'administration des domaines nationaux et peut ordonner leur aliénation (**l'article 1er de la 1re section du chapitre 3 du titre 3 de la constitution**) ;
- Il permet ou défend « l'introduction des troupes étrangères sur le territoire français, et des forces navales étrangères dans les ports du royaume » (**l'article 1er de la 1re section du chapitre 3 du titre 3 de la constitution**) ;
- Il statue « annuellement, après la proposition du roi, sur le nombre d'hommes et de vaisseaux dont les armées de terre et de mer seront composées » (**l'article 1er de la 1re section du chapitre 3 du titre 3 de la constitution**) ;
- Il ratifie tous les traités de paix, d'alliance et de commerce (**article 3 de la section 3 du chapitre 4 du titre 3**) ; de fait, ces traités ne peuvent entrer en vigueur en l'absence de ratification du Corps législatif.
- Enfin, il décide de la guerre sur proposition du Roi (**article 2 de la 1re section du chapitre 3 du titre 3 de la Constitution**) ;

S'agissant de la fonction législative :

- L'initiative législative appartient exclusivement au Corps législatif (**article 1er de la 1re section du chapitre 3 du titre 3 de la constitution**).
- Pour être voté, un texte doit faire l'objet de trois lectures successives (**article 4 de la 2ème section du chapitre 3 du titre 3 de la constitution**).
- Une fois voté, le texte n'est qu'un décret et ne devient une loi que s'il est sanctionné par le Roi. Ainsi, le Roi peut refuser de donner son autorisation aux décrets du Corps législatif (**article 1er de la 3ème section du chapitre 3 du titre 3 de la constitution**).



À retenir :

Ce pouvoir du Roi e mettre son veto à un décret du Corps législatif l'associe directement à l'exercice de la fonction législative.



Attention :

Toutefois, le Roi ne saurait être regardé comme un véritable coauteur de la loi pour trois raisons.

D'une part, il **ne bénéficie pas de l'initiative des lois** et détient seulement un droit de veto.

D'autre part, le veto du Roi est **seulement suspensif**. En effet, aux termes de **l'article 2 de la 3ème section du chapitre 3 du titre 3 de la Constitution**, « Dans le cas où le roi refuse son consentement, ce refus n'est que suspensif. - Lorsque les deux législatures qui suivront celle qui aura présenté le décret auront successivement représenté le même décret dans les mêmes termes, le roi sera censé avoir donné la sanction. »

Enfin, certains textes n'ont pas à être sanctionnés par le Roi, qui ne peut donc leur opposer son veto. Il en va ainsi notamment des « *décrets du Corps législatif concernant l'établissement, la prorogation et la perception des contributions publiques* » (**article 8**) et des actes relatifs à « *l'exercice de la police constitutionnelle sur les administrateurs et sur les officiers municipaux* », l'éligibilité ou la validité des élections ou encore la responsabilité des ministres (**article 7**).

Le droit de veto a été la cause de la fin de la **Constitution du 3 septembre 1791**.

En effet, **le 19 décembre 1791**, le Roi de mettre son veto à un **décret du 29 novembre exigeant des prêtres réfractaires le serment civique**.

Le **11 juin 1792**, il oppose à nouveau son veto à deux autres un décret : l'un ordonnant la déportation des prêtres réfractaires et l'autre portant levée de 20 000 fédérés devant former un camp à proximité de Paris dans le contexte de la guerre contre le Roi de Hongrie et de Bohême. 9 jours plus tard, le peuple parisien envahit l'assemblée

et les Tuileries et exige du Roi, surnommé « Monsieur Vêto », qu'il sanctionne ces décrets.

Le **15 juillet 1792**, le duc de Brunswick, commandant en chef de l'armée prussienne, promet par un manifeste de « *livrer Paris à une exécution militaire et à une subversion totale* » si « *la famille royale subissait le moindre outrage* ».

En réaction à ce manifeste, 47 sections parisiennes demandent le **3 août 1792** au Corps législatif de prononcer la déchéance du Roi.

Le **10 août 1792**, le Corps législatif ajourne le Roi et le remplace par un Conseil exécutif provisoire, dont il nomme les membres. En outre, elle décide de l'élection prochaine par tous les Français âgés d'au moins 21 ans d'une Convention nationale chargée d'élaborer une nouvelle constitution. C'est l'avènement du suffrage universel qui n'est néanmoins pas si universel que cela puisqu'en sont exclus les indigents, les domestiques et les femmes.

V. La Constitution du 24 juin 1793

Seul 1/10 du corps électoral participe à la désignation des députés à la Convention.

À l'issue des élections d'**août-septembre 1792**, la Convention comprend 749 députés, dont 200 montagnards et 140 girondins. Numériquement moins importants que le groupe Le Marais, dont le principal leader est Sieyès, les groupes girondin et montagnard vont dicter le cours des événements.

Le **21 septembre 1792**, la Convention abolit la royauté en France lors de sa première séance publique et déclare qu'il ne peut y avoir de Constitution qu'à la condition qu'elle acceptée par le peuple français.

Le **25 septembre 1792**, elle proclame que « la République française est une et indivisible ».

Le **21 janvier 1793**, le Roi est exécuté.

Le **15 février 1793**, Condorcet présente à la Convention au nom du groupe girondin un projet de constitution. Mais ce projet ne put être voté.

Le **10 juin 1793**, Hérault de Séchelles, président du groupe montagnard, présente à la Convention un nouveau projet de constitution, lequel est adopté le **24 juin** suivant.

Cette constitution démocratique **(A)** prévoit la soumission du Conseil exécutif au Corps législatif **(B)**. Elle ne fut jamais appliquée.

A) Une constitution démocratique

Elle instaure **le suffrage universel et direct**.

Le suffrage est universel en ce qu'« est admis à l'exercice de citoyen français » selon **l'article 4 de la constitution** :

- « Tout homme né et domicilié en France, âgé de vingt et un ans accomplis » ;
- « Tout étranger âgé de vingt et un ans accomplis, qui, domicilié en France depuis une année - Y vit de son travail - Ou acquiert une propriété - Ou épouse une Française.
- Ou adopte un enfant - Ou nourrit un vieillard »;
- « Tout étranger enfin, qui sera jugé par le Corps législatif avoir bien mérité de l'humanité ».

Le suffrage est direct en ce que les citoyens élisent directement les députés **(article 8)**.



Attention : Toutefois, les juges et les administrateurs des départements et des districts sont élus au suffrage universel indirect (**article 9**). Il en va de même des membres du conseil exécutif, lesquels sont choisis par le Corps législatif sur une liste de candidats préparée par les assemblées électorales des départements à raison d'un candidat par département (**article 63**).

En dehors des élections, les citoyens peuvent intervenir dans les affaires publiques par le référendum, lequel peut prendre la forme :

- Soit du référendum constituant selon le principe affirmé par la Convention dès sa première réunion du **21 septembre 1792**
- Soit du veto populaire (**articles 59 et 60 de la constitution**).

L'**article 53 de la constitution indique** « Le Corps législatif propose des lois et rend des décrets. » Les lois concernent sur les matières énumérées à **l'article 54 de la constitution** tandis que les décrets portent sur celles énumérées à **l'article 55 de la constitution**.

Les décrets du Corps législatif sont applicables dès leur adoption par le Corps législatif.

Il n'en va pas de même des lois. En effet, les projets de loi sont envoyés « à toutes les communes de la République, sous ce titre : loi proposée » (**article 58**). Aux termes de **l'article 59**, « Quarante jours après l'envoi de la loi proposée, si, dans la moitié des départements, plus un, le dixième des Assemblées primaires de chacun d'eux, régulièrement formées, n'a pas réclamé, le projet est accepté et devient loi ». Dans le cas inverse, le projet est assujetti au référendum (**article 60**).

C) La soumission du Conseil exécutif au Corps législatif

La soumission du Conseil exécutif au Corps législatif ressort tant du statut de ses membres que de ses pouvoirs.

S'agissant du statut :

- D'une part, le Conseil exécutif comprend 24 membres, soit un nombre important ayant pour objet de dépersonnaliser l'organe exécutif (**article 62**)
- D'autre part, comme il a été dit précédemment, les membres du Conseil exécutif sont sélectionnés par le Corps législatif sur une liste de candidats élaborée par les assemblées électorales des départements à raison d'un candidat par département (**article 63**)
- Enfin, ils ont la possibilité d'être mis en accusation par le Corps législatif en cas de prévarication (**article 71**) et sont responsables de l'inapplication des lois et des décrets, et des abus qu'il ne dénoncerait pas (**article 72**).

Quant aux pouvoirs : le Corps législatif détient l'intégralité de la fonction législative alors que le Conseil exécutif est cantonné dans l'exécution des lois et des décrets du Corps législatif (**article 65**). Il ne dispose d'aucune initiative législative ni d'un droit de veto. Il ne peut par ailleurs dissoudre le Corps législatif.

Question : La Constitution du 24 juin 1793 a-t-elle été appliquée ?

Non. Le **10 octobre 1793**, la Convention décrète que « le gouvernement de la France sera révolutionnaire jusqu'à la paix » ainsi qu'ajourne donc l'application de la constitution à l'avènement de la paix.

Ce **décret du 10 octobre 1793** confie un rôle essentiel au Comité de salut public, un des 21 comités de la Convention créés le **6 avril 1793**. Le Conseil exécutif provisoire, les ministres, les généraux et les corps constitués sont placés sous sa surveillance. Toute mesure de sûreté est prise par le Conseil exécutif provisoire sous son autorisation.

D)La Terreur

La période dite de la Terreur a débuté le **5 septembre 1793**, soit avant même l'édiction du décret du **10 octobre 1793**.



À retenir : Elle a connu deux phases : se sont succédé la dictature du Comité de salut public et la dictature de Robespierre.

Durant cette première phase, le Comité de salut public qualifie les ennemis de la Révolution et se donne les moyens de les combattre.

Tout d'abord, le Tribunal criminel extraordinaire, institué le **10 mars 1793**, est réorganisé le **5 septembre 1793** afin de renforcer son efficacité. Il est constitué de 16 juges d'instruction, 60 jurés et un accusateur public, lesquels sont tous nommés par le Comité de Salut public et le Comité de sûreté générale. Ils opinent à haute voix et leurs sentences sont sans recours.

Ensuite, le **décret du 17 septembre 1793** relatif aux gens suspects qualifie de suspects : « 1° ceux qui, soit par leur conduite, soit par leurs relations, soit par leur propos ou leurs écrits, se sont montrés partisans de la tyrannie ou du fédéralisme, et ennemis de la liberté ; 2° ceux qui ne pourront pas justifier, de la manière prescrite par le décret du 21 mars dernier, de leurs moyens d'exister et de l'acquit de leurs devoirs civiques ; 3° ceux à qui il a été refusé des certificats de civisme ; 4° les fonctionnaires publics suspendus ou destitués de leurs fonctions par la Convention nationale ou ses commissaires, et non réintégrés, notamment ceux qui ont été ou doivent être destitués en vertu du décret du 14 août dernier ; 5° ceux des ci-devant nobles, ensemble les maris, femmes, pères, mères, fils ou filles, frère ou sœurs, et agents d'émigrés, qui n'ont pas constamment manifesté leur attachement à la révolution ; 6° ceux qui ont émigré dans l'intervalle du 1er juillet 1789 à la publication du décret du 30 mars - 8 avril 1792, quoiqu'ils soient rentrés en France dans le délai fixé par ce décret, ou précédemment. »

Il charge les comités de surveillance de « dresser la liste des gens suspects, de décerner contre eux les mandats d'arrêt » et d'adresser cette liste « sans délai au comité de sûreté générale ».

À la dictature du Comité de salut public succèdent à partir de **mars 1794** la dictature de Robespierre et une inflation des procès et des peines de mort.

Fin mars 1794, les Hébertistes et les Dantonistes sont guillotins. Désormais, tous ceux qui ne soutiennent pas Robespierre sont suspects.

La procédure suivie devant le Tribunal révolutionnaire est simplifiée à l'extrême et son champ de compétence est étendu.

En application des **articles 4 et 5 du décret du 10 juin 1794**, « le Tribunal révolutionnaire est institué pour punir les ennemis du peuple », à savoir « ceux qui cherchent à anéantir la liberté publique, soit par la force, soit par la ruse. »

Aux termes de l'**article 6 de ce décret**, « Sont réputés ennemis du peuple ceux qui auront provoqué le rétablissement de la royauté, ou cherché à avilir ou à dissoudre la Convention nationale et le gouvernement révolutionnaire et républicain dont elle est le centre ; ceux qui auront trahi la République dans le commandement des places et des armées, ou dans toute autre fonction militaire ; entretenu des intelligences avec les ennemis de la République, travaillé à faire manquer les approvisionnements ou le service des armées ; ceux qui auront cherché à empêcher les approvisionnements de Paris, ou à causer la disette dans la République ; ceux qui auront secondé les projets des ennemis de la France, soit en favorisant la retraite et l'impunité des conspirateurs et de l'aristocratie, soit en persécutant et calomniant le patriotisme, soit en corrompant les mandataires du peuple, soit en abusant des principes de la révolution, des lois ou des mesures du Gouvernement, par des applications fausses et perfides ; ceux qui auront trompé le peuple ou les représentants du peuple, pour les induire à des démarches contraires aux intérêts de la liberté ; ceux qui auront cherché à inspirer le découragement pour favoriser les entreprises des tyrans ligués contre la République ; ceux qui auront répandu de fausses nouvelles pour diviser ou pour troubler le peuple ; ceux qui auront cherché à égarer l'opinion, et à empêcher l'instruction du peuple, à dépraver les mœurs, et à corrompre la conscience publique, à altérer l'énergie et la pureté des principes révolutionnaires et républicains, ou à en arrêter les progrès, soit par des écrits contre-révolutionnaires ou insidieux, soit par toute autre machination ; les fournisseurs de mauvaise foi qui compromettent le salut de la République, ou les dilapidateurs de la fortune publique autres que ceux compris dans les dispositions de la loi du 7 frimaire ; ceux qui, étant chargés de fonctions publiques, en abusent pour servir les ennemis de la révolution, pour vexer les patriotes, pour opprimer le peuple ; Enfin, tous ceux qui sont désignés dans les lois

précédentes, relatives à la punition des conspirateurs et contre-révolutionnaires, et qui, par quelques moyens que ce soit et de quelques dehors qu'ils se couvrent, auront attenté à la liberté, à l'unité, à la sûreté de la République, ou travaillé à en empêcher l'affermissement. »

La seule peine susceptible d'être prononcée par le Tribunal révolutionnaire est **la peine de mort en application de l'article 7.**

Les poursuites peuvent être **le fait de tout citoyen en vertu de l'article 9.**

Aux termes de **l'article 13**, « *s'il existe des preuves, soit matérielles, soit morales, indépendamment de la preuve testimoniale, il ne sera point entendu de témoins, à moins que cette formalité ne paraisse nécessaire, soit pour découvrir des complices, soit pour d'autres considérations majeures d'intérêt public.* »

Enfin, en vertu de **l'article 16**, « *la loi donne pour défenseurs aux patriotes calomniés des jurés patriotes : elle n'en accorde point aux conspirateurs.* »

Le tribunal révolutionnaire prononça environ **700 jugements en prairial (20 ou 21 mai au 18 ou 19 juin selon les années)** et **1000 en messidor (19 ou 20 juin au 18 ou 19 juillet selon les années)**, dont **800 exécutions.**

La terreur prend fin avec l'exécution de Robespierre le **28 juillet 1794.**

Le personnel politique, notamment les girondins, emprisonné par les montagnards reprend sa place à la Convention. Il demande des comptes aux responsables de la terreur encore en vie, notamment Carrier et Fouquier-Tinville. En outre, le **12 novembre 1794**, le club des Jacobins est fermé.

Cette réaction antijacobine déclenche deux insurrections à Paris le **1er avril 1795** et les **20-23 mai 1795** au cours desquels les insurgés réclament du pain et la **constitution de 1793.**

Leur répression exclut l'application de cette Constitution.

Le **23 avril 1795**, la Convention charge une commission de 11 membres de rédiger une nouvelle constitution.

Le **22 août 1795**, la Convention adopte une nouvelle Constitution, la **Constitution dite de l'an III**.

VI. La Constitution de l'an III ou Directoire

Elle se caractérise par un recul de la démocratie (I), la dualité du corps législatif (II), le morcellement de l'organe exécutif et sa subordination au corps législatif (III), ainsi que la rigidité de la procédure de révision (IV).

A) Le recul de la démocratie

La **Constitution de l'an III** contient une déclaration qui est la moins progressiste des déclarations révolutionnaires.

Cette déclaration ne reprend ni **l'article 1er de la DDHC** ni son **article 2** ni les **articles relatifs à la liberté du culte ou de la presse**.

Elle ne comprend pas le droit au travail et le droit à l'assistance inscrits dans la déclaration de la **constitution de 1793**.

Elle énonce non seulement des droits, mais aussi des devoirs. Ainsi, en vertu de **l'article 3**, « *Les obligations de chacun envers la société consistent à la défendre, à la servir, à vivre soumis aux lois, et à respecter ceux qui en sont les organes.* » Aux termes de **l'article 4**, « *Nul n'est bon citoyen, s'il n'est bon fils, bon père, bon frère, bon ami, bon époux.* » En vertu de **l'article 5**, « *Nul n'est homme de bien, s'il n'est franchement et religieusement observateur des lois.* »

En outre, la **Constitution de l'an III** instaure le **suffrage indirect**. Les citoyens se réunissent en assemblées primaires pour procéder à l'élection des membres de l'Assemblée électorale, lesquels élisent les membres du Corps législatif, à savoir les membres du Conseil des Anciens et les membres du Conseil des Cinq-Cents (**articles 27 et 41**).

Le suffrage est par ailleurs censitaire. En effet, est citoyen français « *Tout homme né et résidant en France, qui, âgé de vingt et un ans accomplis, s'est fait inscrire sur le registre civique de son canton, qui a demeuré depuis pendant une année sur le territoire de la République, et qui paie une contribution directe, foncière ou personnelle* » (**article 8**) ou ont réalisé « *une ou plusieurs campagnes pour l'établissement de la République* » (**article 9**). L'**article 16** instaure par ailleurs un cens culturel en prévoyant que « *Les jeunes gens ne peuvent être inscrits sur le registre civique, s'ils ne prouvent qu'ils sachent lire et écrire, et exercer une profession mécanique. Les opérations manuelles de l'agriculture appartiennent aux professions mécaniques.* »

Ne peuvent être membres de l'assemblée électorale que les citoyens ayant vingt-cinq ans accomplis, et réunissant « *l'une des conditions suivantes, savoir : - Dans les communes au-dessus de six mille habitants, celle d'être propriétaire ou usufruitier d'un bien évalué à un revenu égal à la valeur locale de deux cents journées de travail, ou d'être locataire, soit d'une habitation évaluée à un revenu égal à la valeur de cent cinquante journées de travail, soit d'un bien rural évalué à deux cents journées de travail ; dans les communes au-dessous de six mille habitants, celle d'être propriétaire ou usufruitier d'un bien évalué à un revenu égal à la valeur locale de cent cinquante journées de travail, ou d'être locataire, soit d'une habitation évaluée à un revenu égal à la valeur de cent journées de travail, soit d'un bien rural évalué à cent journées de travail ; - Et dans les campagnes, celle d'être propriétaire ou usufruitier d'un bien évalué à un revenu égal à la valeur locale de cent cinquante journées de travail, ou d'être fermier ou métayer de biens évalués à la valeur de deux cents journées de travail. - À l'égard de ceux qui seront en même temps propriétaires ou usufruitiers d'une part, et locataires, fermiers ou métayers de l'autre, leurs facultés à ces divers titres seront cumulées jusqu'au taux nécessaire pour établir leur éligibilité* » (**article 35**).

B) La dualité du Corps législatif

Afin d'éviter la dictature du Parlement, celui-ci est **bicaméral**. En effet, le Corps législatif comporte deux conseils : le Conseil des Anciens comprenant 250 membres et le Conseil des Cinq-cents comprenant, comme son nom l'indique, 500 membres.

Les membres des deux conseils sont nommés par les mêmes électeurs et pour la même durée, à savoir trois ans avec un renouvellement par tiers tous les ans.

En revanche, leurs conditions d'éligibilité diffèrent. Aux termes de l'**article 74 de la Constitution**, « *Pour être élu membre du Conseil des Cinq-cents, il faut être âgé de trente ans accomplis, et avoir été domicilié sur le territoire de la République pendant les dix années qui auront immédiatement précédé l'élection. - La condition de l'âge de trente ans ne sera point exigible avant l'an septième de la République ; jusqu'à cette époque, l'âge de vingt-cinq ans accomplis sera suffisant.* » Comme l'indique l'**article 83 de la constitution**, « *Nul ne peut être élu membre du Conseil des Anciens : S'il n'est âgé de quarante ans accomplis ; Si, de plus, il n'est marié ou veuf ; - Et s'il n'a pas été domicilié sur le territoire de la République pendant les quinze années qui auront immédiatement précédé l'élection.* »

Le Corps législatif détient exclusivement le pouvoir législatif. L'initiative des lois appartient au Conseil des Cinq-Cents. De ce fait, chaque proposition doit faire l'objet de deux lectures faites à 10 jours d'intervalle (**article 77**). Lorsqu'une proposition est adoptée par le Conseil des Cinq-Cents, elle est dénommée résolution (**article 79**). Il appartient au Conseil des Anciens de délibérer sur les résolutions du Conseil des Cinq-Cents au cours de trois lectures, l'intervalle entre deux de ces lectures ne pouvant être inférieur à cinq jours. Il ne peut les modifier. Il peut soit les approuver soit les rejeter en cas de désaccord sur le fond soit les annuler en cas de méconnaissance des formes prescrites par la constitution pour leur élaboration (**articles 95 à 98**).

Aux termes de l'**article 45**, « *le Corps législatif ne peut déléguer à un ou plusieurs de ses membres, ni à qui que ce soit, aucune des fonctions qui lui sont attribuées par la présente Constitution* ».

C) Le morcellement de l'organe exécutif et sa soumission au Corps législatif

Afin d'éviter la dictature d'un seul homme comme sous la Grande Terreur, le pouvoir exécutif est laissé à un collège de cinq directeurs.

Les membres du Directoire sont désignés par le Corps législatif selon la procédure décrite à l'**article 133 de la Constitution** : « *Le Conseil des Cinq-Cents forme, au scrutin secret, une liste décuple du nombre des membres du Directoire qui sont à nommer, et la présente au Conseil des Anciens, qui choisit aussi au scrutin secret, dans cette liste.* »

Aux termes de l'**article 134**, « *Les membres du Directoire doivent être âgés de quarante ans au moins.* » À compter de l'an neuvième de la République, « *Ils ne peuvent être pris que parmi les citoyens qui ont été membres du Corps législatif, ou ministres.* »

Afin d'éviter toute continuité dans l'exercice du pouvoir exécutif, l'**article 137 de la Constitution** prévoit que « *Le Directoire est partiellement renouvelé par l'élection d'un nouveau membre, chaque année* » et l'**article 138** que « *Aucun des membres sortants ne peut être réélu qu'après un intervalle de cinq ans.* »

La constitution évite également soigneusement toute continuité dans la présidence du Directoire en prévoyant que « *Chaque membre du Directoire le préside à son tour durant trois mois seulement* » (**article 141**).

La soumission des Directeurs au Corps législatif est assurée non seulement par leur mode de désignation et la fréquence de leur renouvellement, mais aussi par la mise en cause de leur responsabilité pénale devant la Haute Cour de justice.

En application des dispositions associées des **articles 115 et 158 de la Constitution**, les Directeurs sont traduits devant cette Cour « *pour les faits de trahison, de dilapidation, de manoeuvres pour renverser la Constitution, et d'attentat contre la sûreté intérieure de la République* ». Ils engagent leur responsabilité pénale notamment en cas de refus de poursuivre les ministres qui négligeraient d'exécuter les lois.

Soumis au Corps législatif, les Directeurs ne peuvent intervenir en matière législative. Ils n'ont pas l'initiative des lois, ne disposent d'aucun droit de veto et ne participent pas à la discussion de la loi. Toutefois, ils ont disposé en pratique d'un pouvoir réglementaire général et de prérogatives exécutives classiques (négociation des traités, disposition de la force armée, responsabilité de la sûreté intérieure et extérieure).

E) La rigidité de la procédure de révision



À retenir : Afin que la république se pérennise, les constituants ont institué une procédure de révision très rigide.

L'initiative d'une révision appartient au Conseil des Anciens et doit être ratifiée par le conseil des cinq cents (**articles 336 et 337**).

Elle doit être approuvée et renouvelée trois fois et à trois ans d'intervalle et ce dans un délai de 9 ans (**article 338**).

Si le Corps législatif décide d'une révision, sa réalisation incombe à une Assemblée de révision, comprenant deux membres par département élus selon la même procédure que pour les élections législatives (**article 339**)

L'assemblée de révision dispose alors d'un délai de trois mois pour examiner les articles de la constitution désignés par le Corps législatif, avec lequel elle ne peut échanger (**articles 340, 342 et 347**).

Une fois adopté par l'assemblée de révision, le projet de révision est soumis aux assemblées primaires (**article 346**).

Entrée en vigueur, la constitution disparaît avec le **coup d'État du 18 brumaire an VIII (9 novembre 1799)**.

Le **18 brumaire**, Napoléon Bonaparte, son frère Lucien Bonaparte, président du Conseil des Cinq Cents, les Directeurs Sieyès et Roger Ducos, ainsi que les ministres Fouché et Talleyrand allèguent un prétendu complot jacobin pour délocaliser le siège du Corps législatif à Saint Cloud.

Le lendemain, quelques membres des deux Conseils votent sous la pression militaire une loi instaurant un Consulat provisoire.

L'**article 1er de cette loi du 19 brumaire** dispose que : « *Il n'y a plus de Directoire et ne sont plus membres de la représentation nationale, pour les excès et les attentats auxquels ils se sont constamment portés les individus ci-après nommés (61 noms sont ensuite cités) »*.

En vertu de l'**article 2**, « *Le Corps législatif crée provisoirement une commission consulaire exécutive, composée des citoyens Sieyès, Roger Ducos, ex-Directeurs, et Bonaparte, général, qui porteront le nom de consuls de la République française* ». Aux termes de l'**article 3**, « *Cette commission est investie de la plénitude du pouvoir directorial, et spécialement chargée d'organiser l'ordre dans toutes les parties de l'administration, de rétablir la tranquillité intérieure et de procurer une paix honorable et solide* ».

Le Corps législatif est quant à lui remplacé par deux commissions de 25 membres chacune, qui sont placées sous la dépendance des consuls provisoires.

Cette loi rompt ainsi avec la tradition révolutionnaire de suprématie du Parlement sur le pouvoir exécutif.